

**The Displacement Tracking Matrix (DTM):
Outil de suivi des déplacements des populations affectées
à la suite du tremblement de terre
Mise à jour V2.0, 16 Mars 2011**

RESUME

L'Organisation Internationale pour les Migrations continue, dans le cadre du cluster coordination/gestion des camps, à mettre en œuvre la DTM, outil destiné à collecter des données actualisées sur les populations déplacées à la suite du tremblement de terre en Haïti. La DTM qui a débuté en Mars 2010 est passée en Octobre de la même année sous la supervision directe de l'unité de gestion des données de l'OIM¹ avec la collecte de données entreprise directement par l'OIM.

Ce rapport présente les résultats de la phase 3 de la DTM et est le fruit de visites de terrain conduites entre fin **janvier et mi-février 2011**. Durant cette période, un total de 1,152 sites ont été visités dont 1,061 ont été déclarés comme habités.

La baisse continue du nombre de personnes déplacées vivant au sein des sites est une nouvelle fois l'un des enseignements majeur de la DTM. La population estimée à 1,500,000 d'individus en Juillet 2010 a continuellement diminué pour atteindre 1,350,000 individus en Septembre 2010, 1,050,000 individus en Novembre 2010 puis 810,000 individus en Janvier 2011. Cette population est désormais estimée, en Mars 2011 à 680,000 individus. Il est à noter que les populations des camps situées a proximité de Corail dénommés : Camps Canaan et Jérusalem ainsi que celle du Camp Ona-ville, situé près de Corail 3 ont été incluses dans les estimations ci-dessus.

Il convient de souligner l'importance pour nos partenaires de comprendre la méthodologie mis en œuvre lors des visites de terrain et ce dans le but d'interpréter correctement les résultats émis par la DTM. Particulièrement, la collecte d'informations par des enquêtes, observation et comptages physiques. Pour plus d'information sur les techniques employées lors de ces visites, merci de consulter le site web du CCCM (www.cccmhaiti.info).

TENDANCES:

- ◆ La population vivant au sein des camps diminue de façon constante, bien qu'à un rythme plus lent lorsque nous la comparons à la population recueillie durant les rapports précédents.
- ◆ Depuis Juillet 2010, la population a été réduite de 56%. Une baisse de 16% par rapport aux estimations de Janvier 2011 (i.e. 810,000) a aussi été observée.
- ◆ Selon les dernières estimations, les diminutions de populations (en nombres absolus) les plus importantes ont été constatées à Croix-des-Bouquets Delmas et Port Au Prince.
- ◆ Les sites ayant connus les plus fortes baisses en termes de population sont les sites de tailles moyennes (entre 100-999 familles)
- ◆ Le nombre de sites de petites tailles (1 a 19 familles) a augmenté de 17% (41 sites) atteignant un total de 279 sites, ce qui représente 26% du nombre total de sites identifiés.



Les équipes DTM questionnent les résidents d'un camp à Carrefour

¹ La version révisée de la DTM offre un ensemble d'informations plus concis sur les sites et les mouvements de population
DTM v2.0 – Update – March 2011

Graph 1: Nombre total d'individus déplacés de Juillet 2010 à Mars 2011

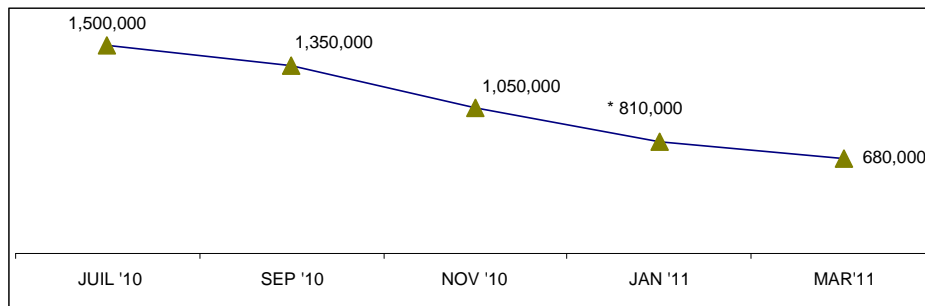


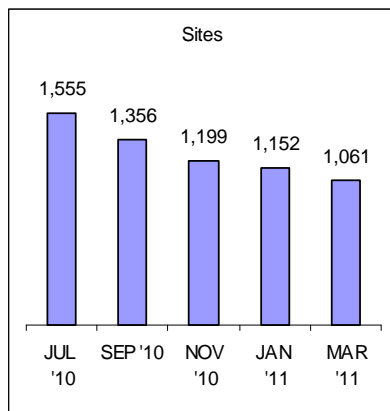
Tableau A	
Tendance generale de la population (arrondi)	
JUL '10	1,500,000
SEP '10	1,350,000
NOV '10	1,050,000
JAN '11	810,000
MAR '11	680,000

Tableau B: Nombre de sites, familles et individus visités par la DTM-Total de Juillet 2010 a Mars 2011.

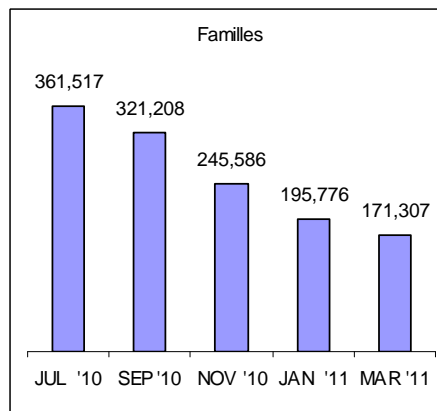
Mois	Sites	Familles	Individus
JUL '10	1,555	361,517	1,536,447
SEP '10	1,356	321,208	1,374,273
NOV '10	1,199	245,586	1,068,882
JAN '11	1,152	195,776	806,377
MAR '11	1,061	171,307	680,494

Nombre de sites (Graph 2), familles (Graph 3), et individus (Graph 4), visites par la DTM- Total de Juillet 2010 à Mars 2011

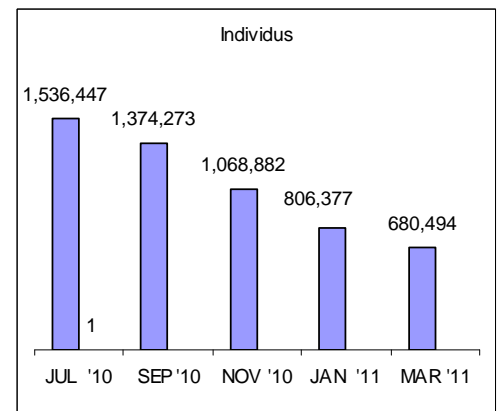
Graph 2



Graph 3



Graph 4





HAITI

Camp Coordination Camp Management Cluster



METHODOLOGIE

La DTM v1.0 a débuté en mars 2010 sous la houlette de l'OIM, la collecte de données sur le terrain étant pour cette période réalisée par un sous-traitant. Fort de son expérience en matière de gestion de l'information, l'OIM a entrepris en Octobre 2010 de gérer directement cet outil et ce notamment en matière de collecte d'informations sur le terrain. L'unité d'enregistrement de L'OIM et l'équipe DTM se sont ainsi joints afin de former l'Unité de Gestion de données de l'OIM en Haïti. Le travail de cette unité permet au travers d'une collecte régulière de données d'avoir une vision plus approfondie de la situation des populations déplacées.

L'Unité de Gestion de données est constituée d'environ 230 employés dont 150 agents de terrain qui effectuent des évaluations quotidiennes. Au cours d'un cycle bi-mensuel DTM, les évaluations de sites sont effectuées dans un délai de 3 semaines, comprenant deux semaines pour les évaluations de terrain, une semaine afin de vérifier les données collectées, suivie d'une autre semaine pour le traitement de données et analyses.

La DTM v2.0 a été élaborée afin de collecter des informations plus concises et ce notamment afin de permettre de conduire des visites mensuelles sur l'ensemble des camps répertoriés. Des informations complémentaires pourront être collectées via le cluster CCCM.

Pour plus d'informations sur la stratégie DTM – Version 2.0, Octobre 2010 merci de consulter <http://haiti.humanitarianresponse.info/>

RESULTATS

Les résultats présentés dans cette section sont le fruit des visites de terrain conduites entre Janvier 2011 et Février 2011, ils incluent les populations vivant au sein des sites identifiés comme tels ainsi que les populations vivant à proximité de Corail au sein des sites Canaan, Jérusalem et Ona-ville.

Résumé

Entre Janvier et Mars 2011, il a été constaté une baisse de 8% du nombre total de sites identifiés. Sur les 1,152 sites identifiés en Janvier il n'en reste désormais que 1,061. Pendant les visites de terrain, 107 sites ont été identifiés comme vides tandis que 16 d'entre eux ont été réoccupés ou nouvellement identifiés et 9 sites ont fusionnés avec d'autres sites durant cette période. De plus, entre Janvier et Mars 2011, le nombre de familles déplacées vivant dans des sites a été réduit de 12% tandis que le nombre d'individus de 16%. Cette baisse n'est pas aussi importante que celles constatées durant les mois précédents.

Tableau C: Comparaison du nombre de sites, familles et individus par commune entre Janvier et Mars 2011.

Tableau C						
Commune	Sites en Janvier	Sites en Mars	Familles en Janvier	Familles en Mars	Individus en Janvier	Individus en Mars
CARREFOUR	140	127	16,742	15,658	68,398	64,549
CITE SOLEIL	47	46	6,782	6,348	26,529	25,236
CROIX-DES-BOUQUETS	83	81	24,022	17,805	94,891	70,309
DELMAS	248	231	57,326	51,265	244,068	212,043
GANTHIER	5	4	734	404	2,593	1,998
PORT-AU-PRINCE	167	162	49,880	47,059	207,755	183,804
TABARRE	76	76	11,801	11,289	48,208	45,546
PETION-VILLE	89	77	12,331	10,136	50,781	39,348
GRAND-GOAVE	39	37	1,742	832	6,983	2,285
GRESSIER	36	34	1,415	1,109	5,013	3,147
JACMEL	21	19	1,772	1,241	7,893	4,492
LEOGANE	118	93	6,756	5,553	26,054	18,591
PETIT-GOAVE	83	74	4,473	2,608	17,211	9,146
Total	1,152	1,061	195,776	171,307	806,377	680,494
Difference Janvier-Mars	Sites	-91	Familles	-24,469	Individus	-125,883
% de Janvier	Trouvé en Mars	92%	Trouvé en Mars	88%	Trouvé en Mars	84%
% de Baisse en Mars		8%		12%		16%

Sites abritant des personnes déplacées

La baisse qui avait été constatée en Janvier au niveau du nombre de sites ainsi que de la population vivant au sein de ces derniers a également été enregistrée en Mars. Pendant les visites de terrain, 107 sites ont été identifiés comme vides tandis que 16 d'entre eux ont été réoccupés ou nouvellement identifiés et 9 sites ont fusionnés avec d'autres sites durant cette période. Toutes les communes reflètent une diminution du nombre de sites de déplacés depuis Janvier 2011 et ce à l'exception de la commune de Tabarre². Néanmoins, si le nombre de sites dans cette commune n'a pas diminué les nombre de personnes déplacées à bien connu une baisse. Pour plus de détails sur les fluctuations de populations merci de se reporter à la section suivante de ce rapport.



Differences par Commune : La baisse la plus importante au niveau du nombre de sites a été constatée à Delmas, commune au sein de laquelle le nombre de sites est passé de 248 en Janvier 2011 à 231 en Février 2011. Cette commune est suivie par celle de Carrefour où 13 sites ont été identifiés comme vides ou inexistantes (140 sites en Janvier-127 en février). La baisse la plus notable dans la région sud³ a été constatée à Léogane (118 sites en Janvier-93 en février). Une baisse importante du nombre de sites a également été identifiée à Petit Goave (83 sites en Janvier-74 en février).

Taille des sites de déplacés : Il est également important de noter que la baisse la plus importante du nombre de sites a surtout été constatée pour les sites de taille moyenne⁴. Selon le rapport de Mars 2011, le nombre de ces sites est passé de 332⁵ à 286⁶ ce qui représente une diminution de 46 sites. En parallèle, il a été constaté une augmentation du nombre de sites de petites tailles durant cette période. Lors des dernières visites de terrain 279 sites abritant entre 1 à 19 familles ont été identifiés ce qui représente une augmentation de 17% par rapport aux estimations de Janvier (238 sites de petites tailles identifiés). Les sites abritant entre 20 et 99 familles ont également diminués, 84 sites ayant été déclarés vides ou inexistantes (555 en Janvier-471 en Mars).

Ainsi, les sites de petites tailles (abritant moins de 100 familles) représentent 70% du total de sites existants ; néanmoins même si ces sites représentent la majeure partie des sites répertoriés, ils n'abritent environ que 16% de la population totale de déplacée. Par ailleurs, aucun changement majeur au sein de la population des sites de grandes tailles⁷ n'a été constaté.

² Le nombre de sites identifiés à Tabarre reste le même que celui reporté dans le rapport précédent

³ La région sud inclut les communes de Léogane, Gressier, Petit Goave, Grand Goave and Jacmel

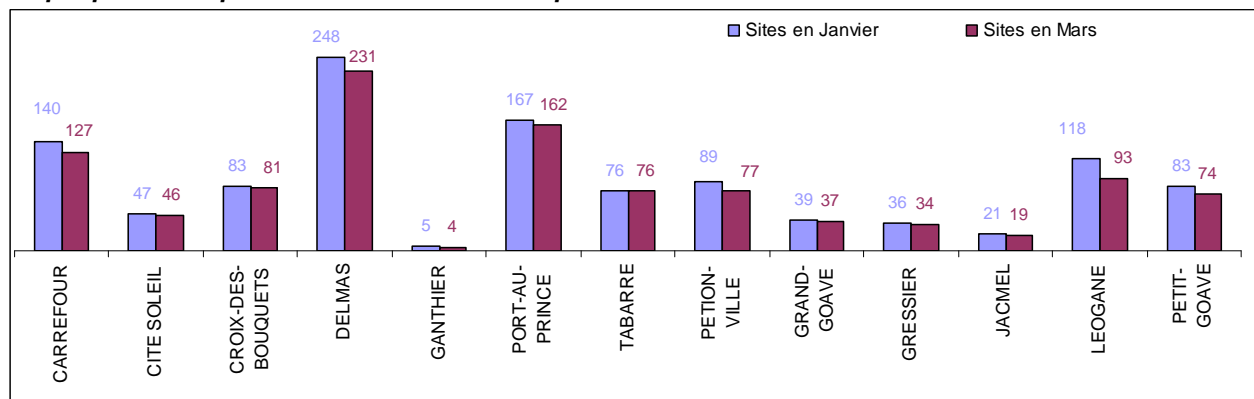
⁴ Sites entre 100 et 999 familles

⁵ Rapport de Janvier: 278 sites abritant de 100 à 499 familles, 54 sites abritant de 500 à 599 familles

⁶ Rapport de Mars: 233 sites abritant de 100 à 499 familles, 53 sites abritant de 500 à 599 familles

⁷ Sites abritant plus de 1.000 familles

Graphique 5: Comparaison du nombre de site par commune entre Janvier et Mars 2011.



Sur l'ensemble de la population déplacée (171,307 familles), 144,400 familles (84% du total de ménages de déplacés) vivent dans 311 sites (29% du total des sites identifiés). Plus spécifiquement, 61,936 (36%) de cette population vit dans 25 sites de plus de 1.000 familles (voir numéro 5 dans les tableaux B et C ci-dessous), tandis que 82,464 familles (48%) vivent dans des sites de taille moyenne (voir nombres 3 et 4 ci-dessous). Ainsi, 16% de la population de déplacée vit dans les 750 sites restants.

Tableau D: Nombres de sites, de familles et d'individus classés selon la taille de sites et le nombre de familles

Tableau E: Pourcentages de sites, de familles et d'individus classés selon la taille de sites et le nombre de familles

Table D				Table E			
Dimension des camps en Familles	Nombre de Sites	Familles	Individus	Dimension des camps en Familles	Nombre de Sites	Familles	Individus
Total	1,061	171,307	680,494	Total	100%	100%	100%
1) 1 to 19	279	3,043	10,508	1) 1 to 19	26%	2%	2%
2) 20 to 99	471	23,864	87,285	2) 20 to 99	44%	14%	13%
3) 100 to 499	233	46,347	182,829	3) 100 to 499	22%	27%	27%
4) 500 to 999	53	36,117	143,127	4) 500 to 999	5%	21%	21%
5) 1000 plus	25	61,936	256,745	5) 1000 plus	2%	36%	38%

Dans la région sud, ¾ des sites identifiés abritent moins de 100 familles. Grand-Goave et Petit-Goave ont le pourcentage le plus élevé de sites de moins de 100 familles (respectivement 97% et 95%). Dans la région métropolitaine de Port au Prince, Croix des Bouquets et Ganthier ont le plus haut pourcentage de sites de moins de 100 familles (respectivement 77% et 75%).

Les sites de plus grandes tailles (de 1000 familles ou plus) sont concentrés dans les communes de Delmas (12 sites), Port-au-Prince (7 sites), Croix des Bouquets (3 sites), Tabarre (2 sites) et Carrefour (1 site). Voir le tableau ci-dessous.

Table F: Nombre de sites de familles déplacées par dimension de site et par nombre de ménages par commune.

Commune	Dimension des Sites par nombre de familles					
	Total	1 à 19	20 à 99	100 à 499	500 à 999	1000 et plus
Total	1061	279	471	233	53	25
CARREFOUR	127	23	65	31	7	1
CITE SOLEIL	46	10	20	12	4	-
CROIX-DES-BOUQUETS	81	32	30	13	3	3
DELMAS	231	39	111	59	10	12
GANTHIER	4	1	2	1	-	-
PETION-VILLE	77	15	35	20	7	-
PORT-AU-PRINCE	162	17	63	60	15	7
TABARRE	76	14	40	15	5	2
GRAND-GOAVE	37	24	12	1	-	-
GRESSIER	34	17	15	2	-	-
JACMEL	19	8	8	3	-	-
LEOGANE	93	45	34	12	2	-
PETIT-GOAVE	74	34	36	4	-	-

Tentes Vides

D'après les plus récentes évaluations DTM, nous estimons que, en moyenne, environ 15% de tentes dans les sites de familles déplacées sont vides. Durant cette période de visites de sites, il a été reporté que 712 sites ont des tentes vides. Les résultats les plus significatifs sont enregistrés à Ganthier avec 155 tentes reportées comme vides dans 2 sites dont la population actuelle est de 58 ménages. Une autre observation significative est dans la commune de Croix-Des-Bouquets, où 6,525 tentes ont été retrouvées vides au sein de 63 sites dont la population est de 15,276. En supposant que les familles déplacées demeurant encore sur le site occupe une moyenne d'une tente chacune, nous pouvons déduire qu'approximativement 73% des tentes dans les deux sites situés à Ganthier sont vides tandis que 30% des tentes dans les 63 sites à Croix-Des-Bouquets sont vides.

Dans les régions du sud, les comptes rendus provenant de Grand-Goave indique que 736 tentes ont été reportées comme vides dans 34 sites dont la population est de 753 ménages, signifiant approximativement que 49% des tentes dans ces 34 sites sont vides. A Leogane, les résultats démontrent que sur 1770 tentes dans 74 sites, correspondant à environ 36% des tentes dans ces sites sont vides.

Tableau G: Tentes vides, identifiées par commune par rapport au nombre total de site et de population de personnes déplacées (ménages).

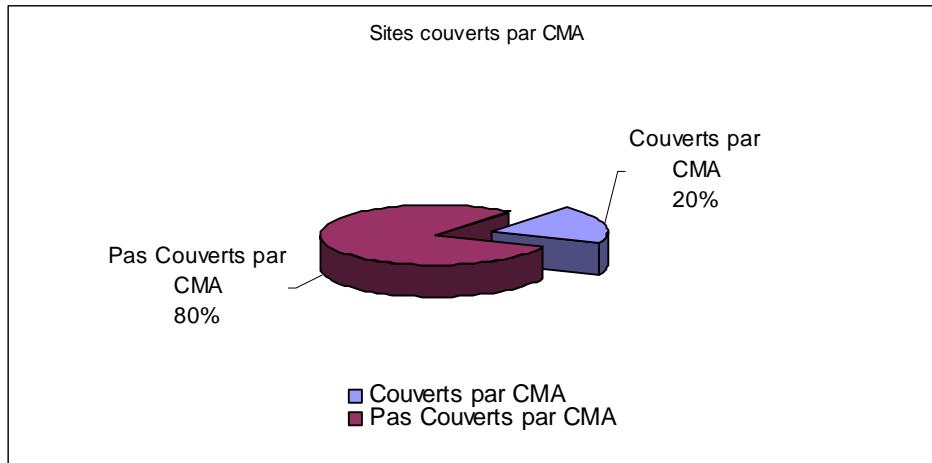
Commune	Total de sites par commune	No. de sites ayant des tentes vides	No. total de ménages par commune	No. de ménages dans les sites ayant des tentes vides	No. de tentes vides	Pourcentage approximatif de tentes vides**
CARREFOUR	127	58	15,658	11,033	1,029	9%
CITE SOLEIL	46	38	6,348	5,191	936	15%
CROIX-DES-BOUQUETS	81	63	17,805	15,276	6,525	30%
DELMAS	231	143	51,265	16,046	2,047	11%
GANTHIER	4	2	404	58	155	73%
PORT-AU-PRINCE	162	92	47,059	18,916	1,055	5%
TABARRE	76	59	11,289	10,450	789	7%
PETION-VILLE	77	49	10,136	7,062	391	5%
GRAND-GOAVE	37	34	832	753	736	49%
GRESSIER	34	24	1,109	671	176	21%
JACMEL	19	9	1,241	313	85	21%
LEOGANE	93	74	5,553	3,143	1,770	36%
PETIT-GOAVE	74	67	2,608	2,150	982	31%
Total	1,061	712	171,307	91,062	16,676	15%

** en supposant que sur les ménages demeurant encore sur les sites, une moyenne d'1 ménage de personnes déplacées occupant 1 tente dans ces sites. .

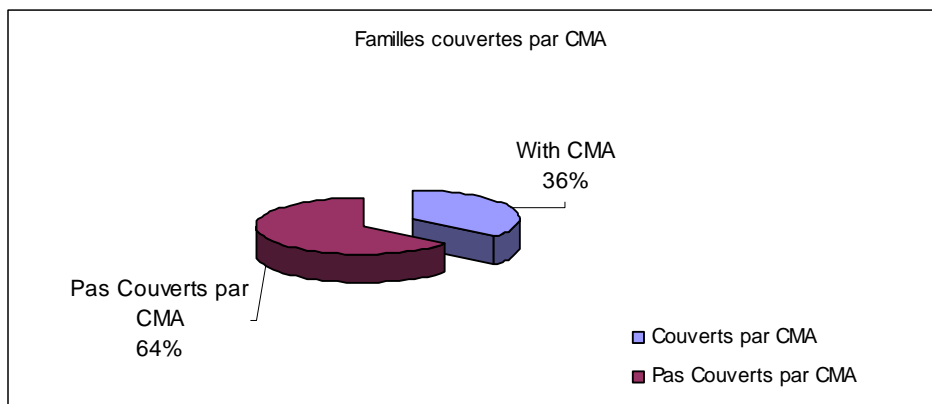
Couverture par les agences en charge des camps

Durant la période couverte par ce rapport, les données fournies par nos partenaires indiquent que sur 1061 sites identifiés, 211 sont gérés par une agence. Il est important de noter que ces 211 sites représentent 36% de la population totale de déplacés (61,924 familles ou 242,486 individus). La diminution du nombre d'agence est principalement due au tarissement des fonds attribués à la gestion de camps pour l'année 2011. Certaines agences partenaires ont reporté que des activités de renforcement de capacités sont actuellement menées dans le cadre de leur stratégie de sortie.

Graphique 1: Couverture des sites par les agences en fonction du nombre de sites



Graphique 2: Couverture des sites par les agences en fonction du nombre de personnes



Population de déplacés.

La population vivant dans les sites a continué de diminuer. Entre Janvier et Mars 2011, une diminution de 12% de ménages et de 16% d'individus a été signalée.

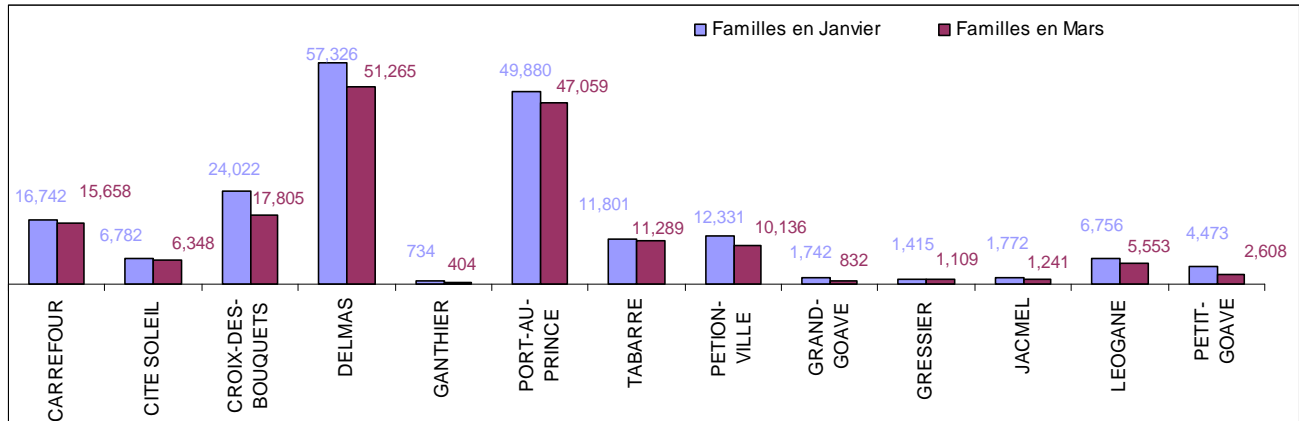
Voir tableau C à la page 3

Familles de déplacées.

En comparant les résultats sur l'ensemble des communes de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, la baisse la plus significative du nombre de familles vivant dans des sites a été constatée à Croix des Bouquets avec près de 6,217 familles ayant quitté les camps au sein desquels elles vivaient. L'autre baisse significative a été constatée à Delmas où près de 6,061 familles auraient quitté les sites qui les abritaient.

Dans la région sud, la plus forte baisse au niveau des familles vivant dans des sites a été constatée à Petit Goave où près de 1,856 familles auraient quitté les camps. Suit la commune de Leogane ou 1,203 familles seraient dans la même situation.

Graphique 6: Comparaison du nombre de familles de déplacées en fonction de la commune entre Janvier et Mars 2011.

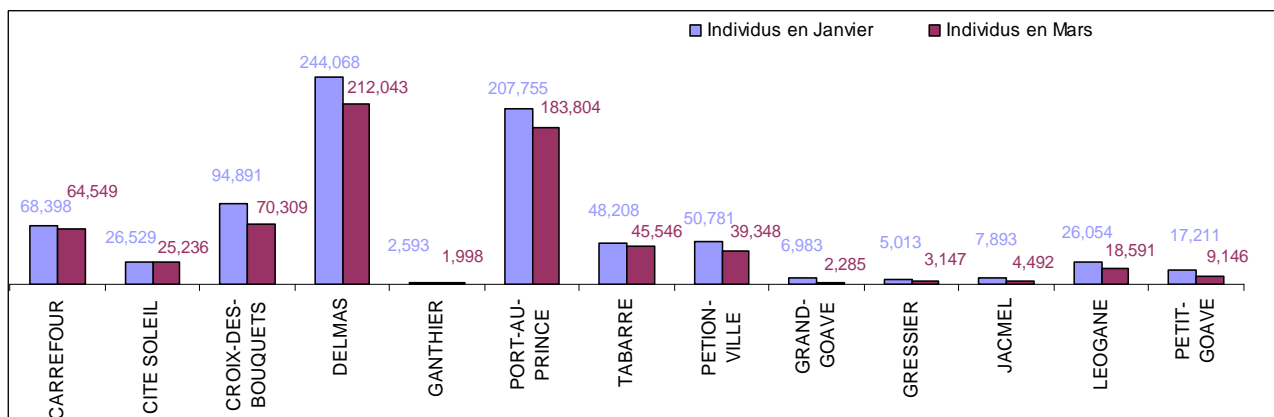


Personnes déplacées (individus)

Si l'on considère le nombre total d'individus déplacés par commune (voir graphe 7), la diminution la plus importante du nombre de déplacés vivant au sein des camps a été constatée en à Delmas avec une baisse de 32,025 individus (212,043 individus identifiés en Mars et 244,068 en Janvier) suivi de Croix des Bouquets avec une diminution de 24,582 individus (70,309 individus en Mars comparé à 94,891 en Janvier).

Dans la région sud, la baisse la plus importante au niveau du nombre d'individus vivant dans les sites à été constatée à Petit Goave avec une baisse de 8,065 personnes depuis Janvier 2011. La commune de Léogane connaît la seconde baisse la plus importante au niveau nombre d'individus vivant dans les sites, leur nombre étant passés de 26,054 à 18, 591 entre Janvier et Mars 2011.

Graphique7: Comparaison du nombre de déplacés en fonction de la commune entre Janvier et Mars 2011.





ANALYSE DU MOUVEMENT DE POPULATION

Les déplacements des populations affectées par le tremblement de terre en Haïti sont constants et difficilement appréhendables. Ainsi, l'un des buts de la DTM est de fournir un outil de suivi à ces déplacements et de mieux en comprendre les tendances. Les résultats de la DTM du mois de Mars 2011 démontrent clairement une diminution au niveau du nombre de sites, de familles et d'individus répertoriés.

Dans les zones semi-urbaines dans les communes de Gressier, Petit and Grand Goeave, Léogâne et Jacmel, la baisse de la population des déplacés dans les sites est particulièrement visible, avec 70% de déplacés à avoir laissé les sites entre Septembre et Octobre 2010.

Dans le même temps, le fait que le nombre des déplacés continue de diminuer ne signifie pas que toutes les populations de déplacés ont pu trouver des solutions durables de logement.

Il est fort probable que nombres des déplacés ayant quitté les sites où ils résidaient auparavant vivent désormais dans des habitats précaires au sein des quartiers avoisinants. Des évaluations et visites dans ces quartiers sont donc nécessaires en vue de pouvoir fournir plus d'informations concernant les conditions dans lesquelles vivent les individus et familles ayant quitté les sites.

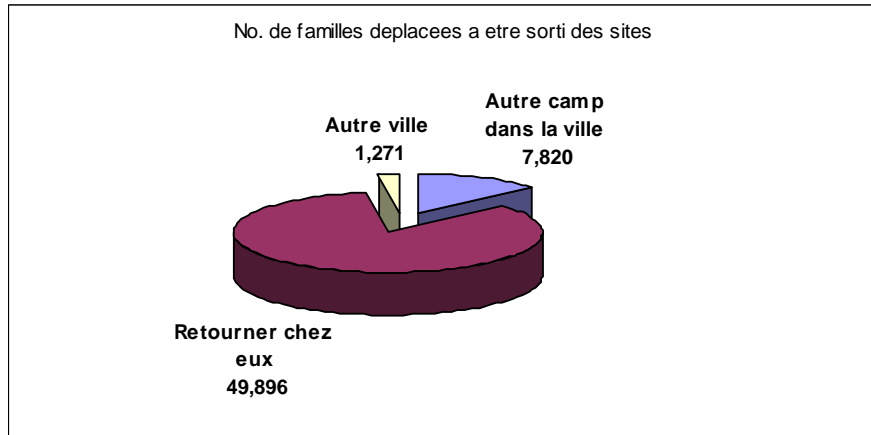
Bien que la population des déplacés dans les sites continue de diminuer, les équipes DTM de terrain signalent une augmentation du nombre de tentes vides sur ces sites. Cette situation cause des difficultés considérables autant pour les équipes de terrain que les autres partenaires, lorsqu'il faut faire les évaluations de la population. Pour cette période, l'enjeu est encore plus évident dans les régions du Sud.

Changements concernant la moyenne de la taille du ménage dans les sites : Selon les plus récentes données de la DTM, la taille moyenne du ménage dans la zone de Port-au-Prince a diminué et est de 4.1 comparativement à la moyenne de 4.3 enregistré durant la phase 1 du processus d'enregistrement. Dans les régions du Sud, cette moyenne est de 3.3 par rapport à une moyenne de 3.8 extrait des résultats enregistrés lors de la phase 1. Certains déplacés ont déclaré avoir envoyé leurs enfants en provinces ou à d'autres endroits pour qu'ils aillent à l'école, alors que d'autres déplacés sont retournés dans leur lieu d'origine ou se sont installés dans un autre lieu de leur choix. Ces résultats suggèrent que certains déplacés auraient décidé de garder certains membres de la famille dans les sites pour maintenir l'accès aux services sur ces sites, tandis que d'autres membres de la famille retournent chez eux ou s'installent ailleurs.

Les déplacés continuent de signaler une baisse de l'assistance dans les camps. A ce titre, ils cherchent des alternatives à cette assistance dans la communauté. La population de déplacés continue de montrer un engagement actif dans l'identification de logements alternatifs hors des camps.

Graphique 3: Mouvement signalé de la population hors des sites.

Selon les rapports provenant des membres de comité et des familles demeurant toujours sur les sites de familles déplacées, les raisons expliquant la diminution de la population sont similaires aux rapports précédents. Sur les 604 sites où des répondants ont rapporté des mouvements de population hors du site, 85% ont affirmé que la raison première pour ces mouvements est que les personnes déplacées sont rentrés « chez eux ». D'autre part, 13% ont affirmé que la principale raison est que les personnes déplacées se sont rendues dans un autre site dans la même commune, alors que selon 2% d'entre eux, les ménages se sont rendus dans une autre commune. Il est important de noter que ces données collectées proviennent d'observations rapportées par les personnes déplacées demeurant toujours sur les sites et non par les individus qui ont quitté le camp. Ce paramètre devra être pris en considération lorsqu'il sera temps d'analyser les données DTM.



OÙ SE SONT RENDU LES GENS ? INFORMATION COMPLEMENTAIRE VENANT D'AUTRES SOURCES

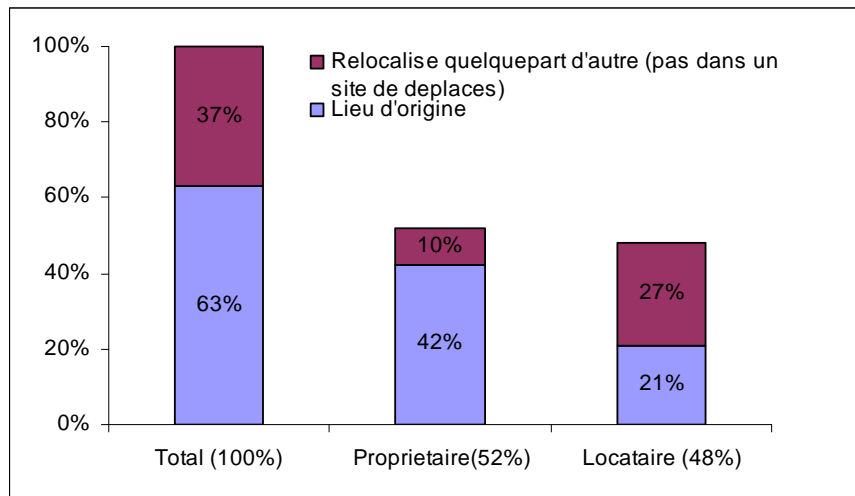
Etant donné que la DTM est basé sur l'évaluation, et ainsi ne fournit pas de l'information sur les mouvements de la population hors de camps de déplacés. En considérant la nécessité de mieux comprendre les modalités et les conditions de logement des déplacés qui ont quitté les sites, l'OIM et d'autres partenaires du cluster coordination/gestion des camps ont effectué trois rapports complémentaires et évaluations, à savoir :

- i) Une enquête sur le retour effectuée pour 1,000 déplacés qui ont quitté les sites.
 - ii) Une enquête sur l'intention effectuée conjointement par ACTED et OIM pour des déplacés demeurant encore sur les sites ; ET
 - iii) Un rapport sur les expulsions selon des recherches conduites par l'OIM.
- i) **Une enquête sur le retour a été effectuée par l'OIM⁸** sur 1,033 individus déplacés pris au hasard (chefs de familles) qui ont quitté 22 sites qui n'existent plus. Ces individus sont des déplacés qui ont quitté les sites depuis les mois de Mars 2010 à Février 2011.

La majorité des participants (63%) a reporté être retournée dans leur quartier d'origine alors que 47% sont relogés ailleurs. Aucun rapport de déplacés ayant déménagé dans les provinces ou dans d'autres sites de déplacés n'a été signalé.

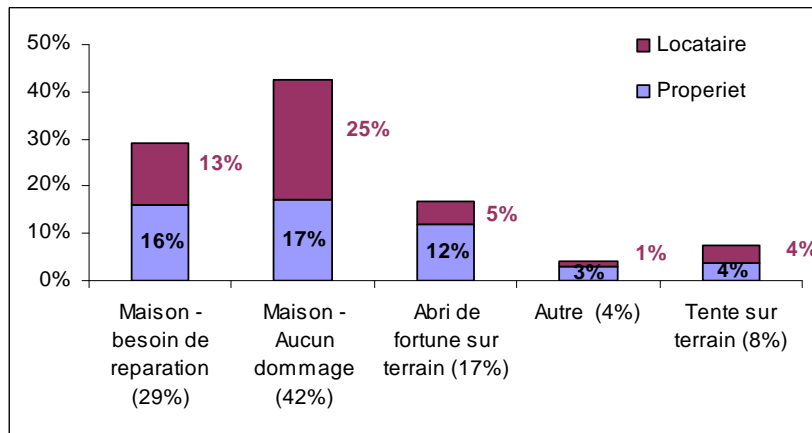
⁸ Le rapport complet de l'enquête sur le retour est disponible sur le site web du CCCM Cluster.

Grphe : Lieu de résidence actuel après avoir quitté les sites de déplacés.



Il a aussi été demandé aux participants le type d'abri dans lesquels ils vivaient actuellement et si ils étaient propriétaires ou locataires dans la maison où ils résident en ce moment. Un résumé des résultats rapporté ci-dessous :

Grphe: Type d'abris dans lesquels vivent les participants de l'enquête sur le retour.

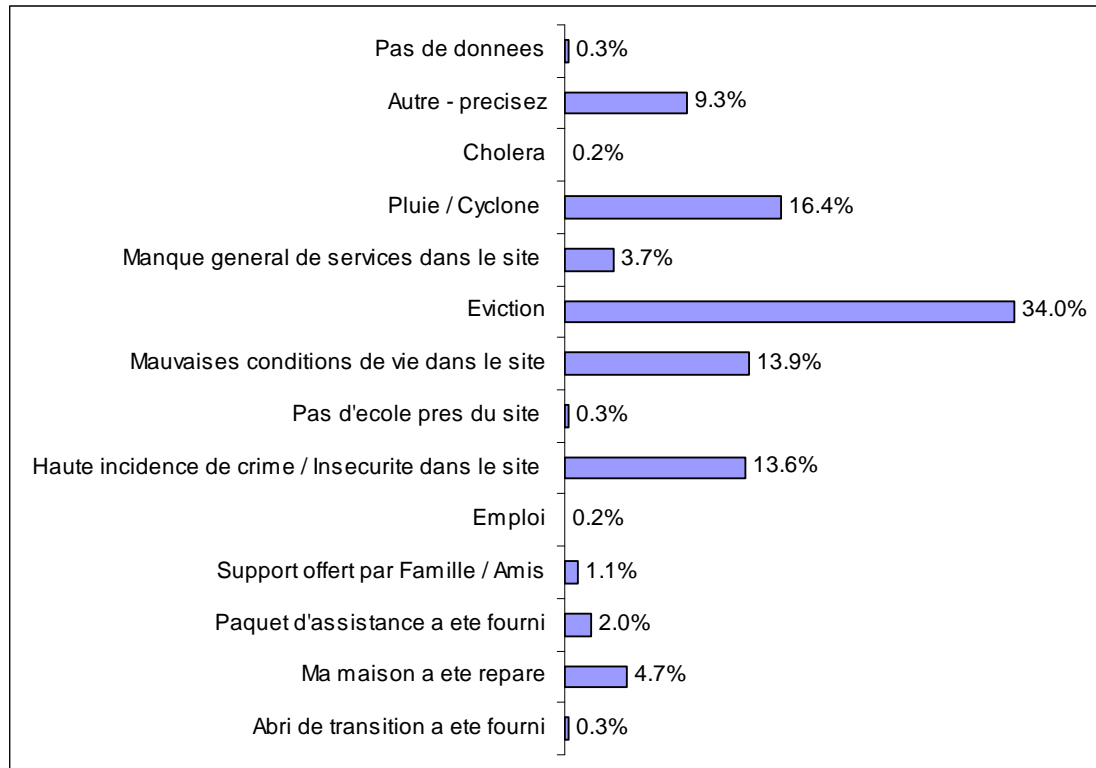


Type d'abris actuellement occupe	Total	Properietaire	Locataire
Maison - besoin de reparation	301	164	137
Maison - Aucun dommage	438	179	259
Abri de fortune sur terrain	172	125	47
Autre	44	29	15
Tente sur terrain	78	40	38
Total	1033	537	496

42% des participants de l'enquête ont rapporté qu'ils demeurent actuellement dans une maison ayant aucun dommage alors que 29% ont signalé qu'ils demeurent dans une maison ayant besoin de réparation. 25% des participants vivent actuellement dans une tente ou un abri de fortune sur un terrain (pas dans un site de déplacés)

Lorsqu'il leur a été demandé la raison pour laquelle ils ont quitté les sites, 34% des participants ont rapporté les évictions comme raison. 16% ont quitté le site suite à la saison pluvieuse et les ouragans. Les mauvaises conditions de vie dans le site (14%) et le manque de sécurité (14%) ont aussi été signalé comme des raisons poussant les déplacés à laisser les sites.

Graphe : Raisons rapportées pour laisser les sites



- ii) Bien que la taille de l'échantillon de déplacés limite le caractère concluant des données fournies, les résultats ci-dessus sont corroborés par les conclusions de *l'enquête sur le retour de l'OIM-ACTED*, qui a été effectuée avec un échantillon beaucoup plus large.

Les résultats préliminaires du **rapport de l'enquête sur l'intention⁹ effectuées conjointement par l'OIM & ACTED** fournit une idée sur la tendance du mouvement de la population des déplacés. L'enquête sur le retour a été effectuée par des interviews téléphoniques avec approximativement 15,000 chefs de ménages vivant dans des camps à travers Haïti et représente la seule enquête de grande envergure disponible de ce genre.

L'enquête sur l'intention visait à interviewer les déplacés résidents encore dans les sites et s'enquérir des solutions alternatives de logement auxquelles ils voudraient ou pourraient accéder si jamais ils laissaient les sites. Les difficultés quant à la compréhension des déterminations de logements de la MTPTC ont été signalés comme un défi de taille : 38% des déplacés ne savent pas la catégorie dans laquelle leur maison a été évalué (i.e. selon les couleurs Vert, Jaune ou Rouge établies pour les maisons). Dans ce même groupe, 40% de locataires et 33% de propriétaires ne connaissaient pas le statut structurel MTPTC de leur maison. Il est tout à fait compréhensible que des locataires ne puissent pas savoir l'état de la maison où ils habitaient préalablement. Cependant, il est surprenant que bon

⁹ Le Rapport complet de l'enquête sur l'intention réalisé par l'OIM & ACTED sera disponible dans les semaines à venir par le biais du CCCM cluster.



nombre de propriétaires ont indiqué ne pas être imbu de cette information ; un manque générale de communication peut expliquer l'inaccessibilité de cette information.

En plus de savoir où les déplacés comptent aller lorsqu'ils auraient quitté les sites, l'enquête sur l'intention s'est aussi informé de la raison pour laquelle les déplacés laissent habituellement les sites. Un résultat préliminaire est que les expulsions (évacuations) sont les principales catalyseurs de ces départs avec 41% des déplacés interviewés ayant affirmé qu'il leur a été demandé de laisser les sites. Ces résultats renforcent le taux d'évacuation de 34% rapporté lors de l'enquête sur le retour.

Il est intéressant de noter que plus de la moitié (51%) des déplacés vivant dans les camps de plus petites tailles, (101 à 500 Familles) ont été pressés de partir, comparativement à « seulement » 36% des déplacés vivant dans les camps de plus grande taille (plus de 1001 Familles). Il est possible que les camps plus larges offre de meilleures protection contre les expulsions.

Lorsqu'il leur a été demandé l'endroit où ils iraient si ils quittaient les sites, 55% des répondants de Port-au-Prince et 26% des répondants des provinces ont affirmés ne pas savoir où ils iraient. D'autre part, 14% des répondants de Port-au-Prince et 26% des provinces ont affirmé qu'ils « retourneraient dans leurs maisons marquées en rouge/jaune/vert » ce qui représente la deuxième réponse la plus commune

Lorsqu'il leur a été demandé de définir le besoin qu'ils considéraient le plus important s'ils devaient déménager vers un nouvel emplacement, les deux réponses les plus communes étaient « Argent » et « Moyens de subsistance ». La troisième et quatrième réponse la plus commune étaient « Abri » et « Nourriture ».

Il est important de mener des questionnaires similaires afin d'obtenir des informations plus récentes sur les intentions des déplacés.

iii) Par ailleurs, les derniers résultats provenant de la **base de données de l'OIM sur les expulsions dans les sites** ont signalé que 247 cas d'évacuations¹⁰ ont été noté¹¹ à partir de Juin 2010 au 4 Mars 2011, affectant ainsi environ 50,528 ménages (233,941 individus). Le plus grand nombre de cas d'évacuations a été enregistré dans la commune de Delmas avec 27% (69 cas) de tous les cas venant de cette zone. Pétion-Ville vient en seconde position avec 15% (38 cas) d'évacuations provenant de cette commune.

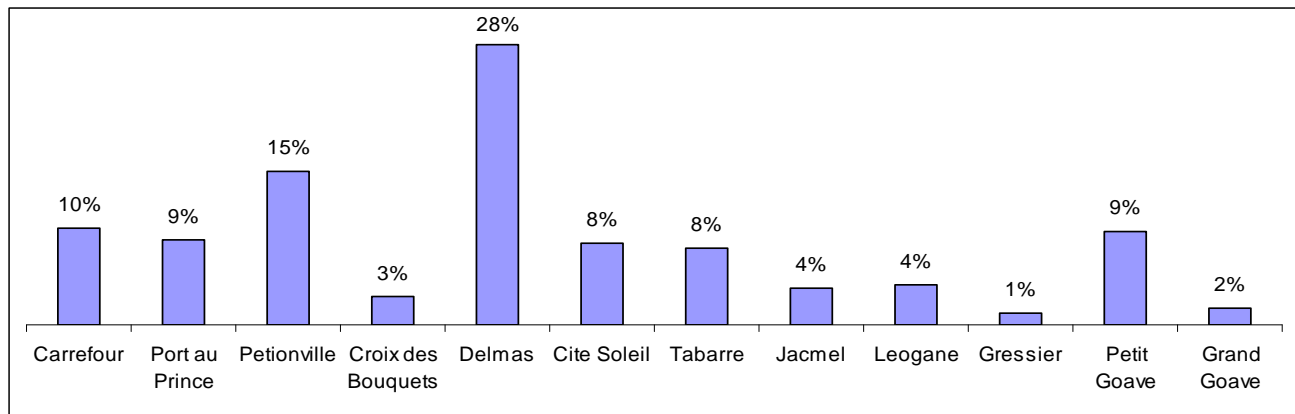
. Tableau : Cas d'évacuations par commune

TOTAL DE CAS PAR COMMUNE	Sites	Menages	Individus
Carrefour	24	6,239	26,623
Port au Prince	21	2,200	10,373
Pétionville	38	4,521	18,934
Croix des Bouquets	7	1,247	5,258
Delmas	69	27,542	134,737
Cité Soleil	20	2,817	12,820
Tabarre	19	2,772	11,987
Jacmel	9	380	1,612
Leogane	10	633	2,722
Gressier	3	501	2,180
Petit Goave	23	1,359	5,380
Grand Goave	4	317	1,315
TOTAL	247	50,528	233,941

¹⁰ Les cas d'évacuations enregistrés dans la base de données sont catégorisés comme suit : expulsions, expulsions partielles, en médiation, temporairement résolu et identifié mais en attente d'autres mesures. Il est important de souligner que les cas d'évacuations ne reflètent les expulsions actuelles mais plutôt le nombre de situations où les évictions sont ou ont été des problèmes potentiels.

¹¹ Toute l'information dans la base de données des évictions provient des rapports provenant des équipes d'Operations de Gestion de Camps (CMO)

Grphe : Cas totaux d'évictions signalés par commune en pourcentage (247)



Témoignages des déplacés:



De nouveau Sans-Abris

Marie Denise Menssou: 'Je ne sais pas quoi faire'

Après le tremblement de terre, Marie Denise Menssou, 55 ans, avait trouvé une solution pour elle et ses trois jeunes enfants dans le camp AJTTC à Tabarre. Lorsque l'ouragan Tomas a frappé Haïti en novembre dernier, la montée de la rivière Grise à proximité du camp a emporté la tente dans laquelle elle vivait avec sa famille. Suite à cela elle a pu trouver refuge dans la cour de la maison d'un ami qui maintenant lui demande de partir.

«Je ne sais plus quoi faire,» a déclaré Mme Menssou, « Je remercie la générosité de mon ami qui m'a permis de vivre ici avec mes trois enfants, mais maintenant je dois trouver autre chose. Je ne sais vraiment plus quoi faire. Que va-t-il se passer pour nous ? »

Sa solution de logement actuelle n'est pas sans risque, la maison a une fissure profonde (cf.photo) et se penche dangereusement au dessus de la cour où elle et ses enfants passe les journées et les nuits, «mais que puis-je faire? »



Du Camp à une maison condamnée:

Michelot Jean: 'Laky se Lakay (Home sweet Home)'

Michelot Jean, 35 ans, fabricant de vieux meubles actuellement au chômage a décidé de retourner à son foyer d'origine situé à Croix des Missions. Après avoir vécu plusieurs mois dans un camp, il a envoyé ses quatre enfants rejoindre ses parents à la campagne et continue de vivre avec sa femme dans la maison familiale. Cette maison marqué à la peinture rouge «MTPTC 11», identifiée comme dangereuse par le Ministère des Travaux Publics, peut s'effondrer à tout moment. Malgré cela, il pense toujours qu'il est mieux ici: «Lakay se Lakay, dit-il en utilisant l'expression familière créole pour «home sweet home». Son souhait de vivre dans son quartier plutôt que dans un camp est loin d'être la solution la plus convenable: «Notre situation est vraiment terrible. Nous n'avons pas de toilettes donc nous utilisons la rivière. Les

voleurs sont toujours aux alentours, essayant de voler les choses de la maison que je suis en train de réparer, nous n'avons même pas d'eau potable à boire». Après avoir passé plusieurs mois dans un camp, Jean dit-il qu'il est retourné dans sa maison condamnée parce qu'il craignait pour sa vie sous la une tente au milieu de la saison des ouragans.